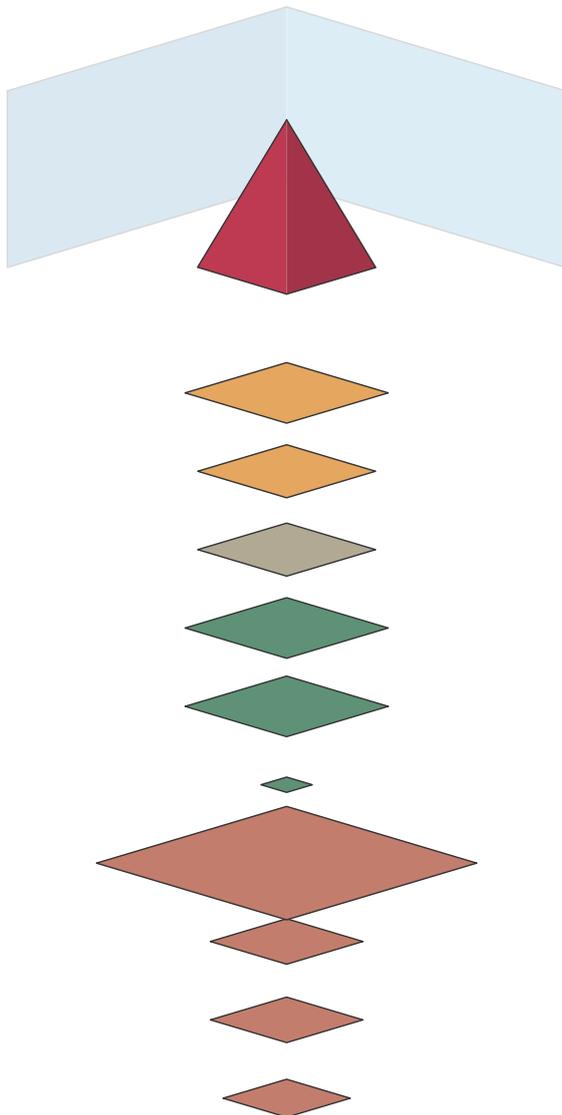




SEYCHELLES




3,68 SCORE DE CRIMINALITÉ

159^e sur 193 pays

51^e sur 54 pays africains

12^e sur 13 pays d'Afrique australe



MARCHÉS CRIMINELS **3,60**

TRAITE DES PERSONNES **4,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **3,50**

TRAFIC D'ARMES **3,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **4,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUELABLES **1,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **7,50**

COMMERCE DE COCAÏNE **3,00**

COMMERCE DE CANNABIS **3,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **2,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ **3,75**

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **2,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **4,50**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **4,50**

ACTEURS ÉTRANGERS **4,00**



4,58 SCORE DE RÉSILIENCE

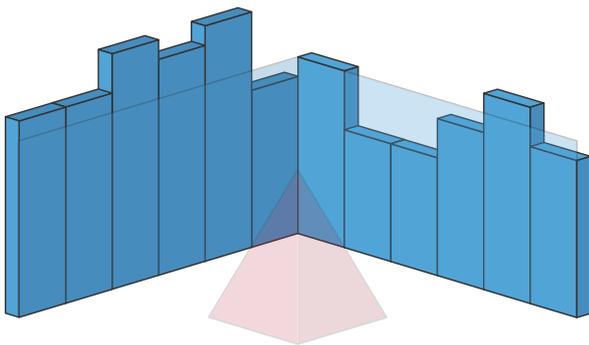
106^e sur 193 pays

17^e sur 54 pays africains

5^e sur 13 pays d'Afrique australe



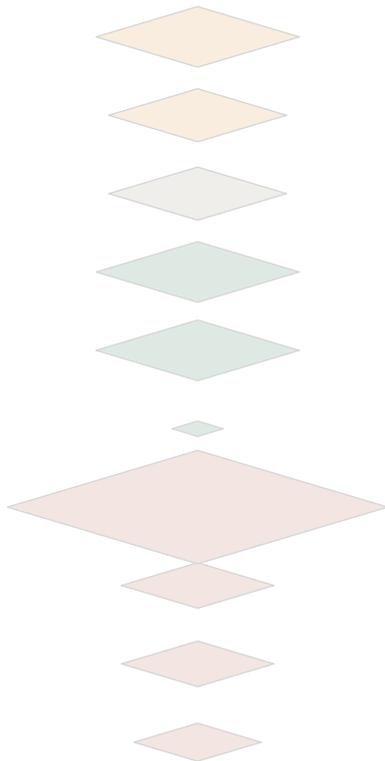
SEYCHELLES




4,58 SCORE DE RÉSILIENCE

106^e sur 193 pays
17^e sur 54 pays africains
5^e sur 13 pays d'Afrique australe

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	5,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	5,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	6,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	5,50
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	6,00
FORCES DE L'ORDRE	4,00
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	4,50
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	3,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	3,00
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	4,00
PRÉVENTION	5,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	4,00




3,68 SCORE DE CRIMINALITÉ

159^e sur 193 pays
51^e sur 54 pays africains
12^e sur 13 pays d'Afrique australe

 MARCHÉS CRIMINELS	3,60
 ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ	3,75

CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

Les Seychelles sont un pays d'origine ainsi qu'un point de passage et un marché de destination pour les victimes de la traite sexuelle et de la traite aux fins d'exploitation par le travail. Les faits montrent que les enfants seychellois et les migrantes sont exploités sexuellement dans le pays et que certains ressortissants sont victimes de la traite des personnes à des fins d'exploitation par le travail au Moyen-Orient. Les travailleurs étrangers et migrants aux Seychelles sont également victimes de la traite à des fins d'exploitation par le travail dans des secteurs tels que le travail domestique, la pêche, l'agriculture et le bâtiment. Les Seychelles sont également un pays de transit pour les victimes de la traite des personnes, et les agences de recrutement seychelloises jouent souvent un rôle dans les opérations transnationales de traite en recrutant des travailleurs aux Seychelles et à Madagascar.

Les Seychelles sont une destination courante pour les travailleurs originaires d'Asie du Sud, d'Asie de l'Est et d'Afrique de l'Est. Plus de 20 % de la main-d'œuvre des Seychelles vient de l'étranger, et il a été démontré que de nombreux travailleurs migrants entrent clandestinement dans le pays. L'Inde, Madagascar, les Philippines, le Sri Lanka, Maurice et la Syrie comptent parmi les principaux pays d'origine de migrants en situation irrégulière et de réfugiés introduits clandestinement aux Seychelles. Les secteurs clés aux Seychelles sont devenus de plus en plus dépendants de la main-d'œuvre migrante. Il existe donc un risque que des personnes soient introduites clandestinement dans le pays et exploitées par des agences de recrutement.

COMMERCE

La possession d'armes à feu et le nombre d'armes à feu illicites aux Seychelles sont faibles. De plus, leur nombre est en baisse et les violences dans le pays sont souvent perpétrées avec des couteaux et des machettes plutôt qu'avec des armes à feu. Dans le même temps, cependant, les Seychelles en sont venues à occuper un rôle important dans les flux mondiaux de trafic d'armes, car des sociétés-écrans immatriculées aux Seychelles contribueraient à faciliter le trafic d'armes entre pays tiers. Parmi les affaires répertoriées ces dernières années figurent des expéditions d'armes impliquant des États sanctionnés comme la Corée du Nord. Le courtage illicite d'armes dans les eaux territoriales des Seychelles est également un défi de taille.

ENVIRONNEMENT

Aux Seychelles, les marchés criminels liés à l'environnement ont généralement une portée et une échelle limitées. Cependant, s'il est dans une large mesure épargné par le trafic d'espèces sauvages répandu en Afrique continentale, le pays est impliqué dans le commerce illicite de reptiles. Le gecko bronze géant, endémique des Seychelles, ne se trouve que sur une île, et en très petit nombre. En raison de sa rareté, il est l'un des animaux de compagnie les plus prisés et est donc la cible des trafiquants d'animaux sauvages. La pêche illégale et la capture de homards posent également problème. La pêche illégale, non réglementée et non déclarée est à l'origine d'une perte de revenus substantielle et d'une diminution spectaculaire de la population de homards. Ces crimes sont souvent le fait de chalutiers chinois et sri-lankais. On pense qu'il existe à Mahé, en particulier, une activité d'abattage illégal d'arbres sans que son ampleur puisse être quantifiée et sans aucune preuve de crime organisé. De plus, le braconnage de la graine rare de coco de mer s'est répandu aux Seychelles depuis la survenue de la pandémie de COVID-19.

DROGUES

Les Seychelles sont principalement un marché de destination pour l'héroïne, mais du cannabis, de la cocaïne et des drogues de synthèse sont également introduits en contrebande dans le pays. Celui-ci connaît une épidémie d'héroïne inquiétante, un pourcentage extrêmement élevé de la population nationale en âge de travailler consommant cette drogue. En effet, les Seychelles pourraient compter parmi les pays où la consommation d'héroïne par habitant est la plus élevée au monde. L'héroïne fait l'objet d'un trafic vers l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ou vers Madagascar, avant d'être acheminée jusqu'aux Seychelles pour y être consommée. Certaines cargaisons sont également importées d'Asie du Sud. Il existe en outre des cas confirmés de cargaisons déposées dans les eaux seychelloises par des bateaux transportant illégalement de l'héroïne d'Iran et du Pakistan vers l'Afrique de l'Est. Le cannabis est la drogue la plus consommée sur l'île et semble être le deuxième marché de stupéfiants le plus répandu. Le secteur national de la culture de cannabis répond pour partie à la demande locale, mais le cannabis est également importé de Madagascar, qui est un important pays producteur.

Bien que le marché criminel soit encore d'une envergure limitée, la cocaïne, en particulier le crack, aurait gagné en popularité. Les saisies signalées sont principalement effectuées à l'aéroport, certains faits suggérant que des organisations criminelles se servent de « mules » pour transporter la drogue. Les acteurs du trafic de la cocaïne vers les Seychelles sont généralement d'origine seychelloise, brésilienne, kenyane, tanzanienne ou sud-africaine. D'un point

de vue historique, il n'existe pas de marché majeur pour les drogues de synthèse. Cela est cependant en train de changer, avec la consommation croissante d'une drogue connue sous le nom de « flakka » ou « K2 ». L'ecstasy est également disponible aux Seychelles, mais sa consommation n'est pas très répandue. Dans l'ensemble, les marchés et le commerce de drogues de synthèse semblent relativement gérables, et la perpétration d'activités majeures du crime organisé sur ce marché n'est pas confirmée.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les acteurs de la criminalité opérant aux Seychelles sont majoritairement, mais pas exclusivement, seychellois. Des réseaux criminels peu structurés sont impliqués dans des activités criminelles aux Seychelles, certains faits suggérant que les importations de drogue sont largement contrôlées par un petit nombre de trafiquants seychellois qui recruteraient des capitaines et des membres d'équipage de bateaux de pêche pour récupérer des cargaisons de drogue en mer et pour soudoyer des fonctionnaires corrompus ainsi que des agents de police afin de s'assurer que les

marchandises arrivent sans être détectées. La vente au détail de drogue à l'échelle nationale est contrôlée par différents groupes et réseaux criminels. Ceux-ci peuvent reposer sur un certain niveau de hiérarchie et d'organisation, mais cela est difficile à déterminer.

Eden Island, une petite enclave qui abrite une importante communauté d'expatriés sud-africains, est citée comme étant la base d'un réseau d'importation de cocaïne. Si des réseaux étrangers sont impliqués dans le trafic vers les îles via les routes maritimes et aériennes, leur activité semble limitée aux expéditions organisées par les importateurs de drogue basés aux Seychelles. D'autre part, la pêche illégale est largement pratiquée par des navires étrangers, principalement chinois et sri-lankais. Il est probable que la traite des personnes, notamment à des fins d'exploitation par le travail, soit effectuée pour partie par des ressortissants étrangers résidant dans le pays. Les récits vérifiables d'implication d'agents de l'État dans la criminalité ou la facilitation de la criminalité ne sont pas répandus aux Seychelles. Néanmoins, il existe diverses allégations de corruption et de collusion entre les acteurs des marchés criminels de la drogue et de la politique.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le gouvernement seychellois affiche ouvertement sa position sur le crime organisé, notamment en ce qui concerne la piraterie et le trafic de stupéfiants. En réponse à l'augmentation spectaculaire de la consommation d'héroïne, le gouvernement a pris des mesures importantes et débloqué des ressources pour gérer le problème. Cependant, la corruption a souvent été un obstacle à la lutte efficace contre le crime organisé et le positionnement international du pays sur le trafic de drogue ne s'est pas traduit par des initiatives nationales de lutte contre la corruption.

Les Seychelles ont ratifié un certain nombre de traités internationaux pertinents relatifs au crime organisé, à l'exception notable du Protocole relatif aux armes à feu de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Le gouvernement s'est engagé dans la coopération internationale contre le crime organisé et a mis en œuvre des mesures conjointes de lutte contre la traite dans des domaines tels que la criminalité liée aux espèces sauvages, le trafic de stupéfiants, la lutte contre la piraterie et la sécurité maritime. Les Seychelles abritent un centre de coopération régional soutenu par l'UE, qui réunit la région de l'océan Indien occidental et les pays européens pour une coordination en matière de criminalité maritime,

y compris de trafic de stupéfiants. Le pays coopère également depuis longtemps avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et la Force opérationnelle multinationale 150 sur des initiatives visant à lutter contre la piraterie et le trafic de stupéfiants dans la région. Des programmes de coopération ont également été mis en place avec d'autres puissances navales mondiales dans le domaine de la sécurité maritime, notamment avec les marines américaine, française et indienne. Les Seychelles ont conclu un traité d'extradition avec les États-Unis.

Le pays dispose également d'un cadre juridique relativement solide pour lutter contre certaines formes de criminalité organisée. En ce qui concerne les stupéfiants, le cadre juridique cible la réduction des risques et le rétablissement des usagers, tout en concentrant l'effort répressif sur les trafiquants et les acteurs profitant des marchés criminels. Le pays dispose d'une législation contre la traite des personnes, mais celle-ci ne permet pas de résoudre le problème de la traite aux fins d'exploitation par le travail auquel les Seychelles sont confrontées. Il existe une législation distincte pour lutter contre le blanchiment d'argent et la saisie d'actifs, mais le blanchiment d'argent constitue toujours un risque systémique.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire seychellois est, pour l'essentiel, indépendant et capable de fournir aux accusés les garanties d'une procédure régulière. Les tribunaux ont obtenu un certain nombre de condamnations pour crime organisé au cours de ces dernières années. Cependant, le processus judiciaire est lent et le traitement des dossiers peut prendre des années. Les Seychelles souffrent également d'un taux d'incarcération élevé et d'une surpopulation carcérale. La police a été réorganisée en 2017 et comprend désormais un bureau spécialisé dans la lutte contre le trafic de stupéfiants. Les forces de l'ordre seychelloises, en particulier les gardes-côtes, bénéficient d'un soutien international important, d'une aide étrangère et du renforcement de leurs capacités de la part de leurs partenaires à l'étranger. Le pays s'est en outre doté d'une loi pour créer un service de renseignement ayant pour mandat de lutter contre la criminalité transnationale organisée. Dans le même temps, les forces de l'ordre seychelloises sont débordées et manquent souvent des ressources nécessaires pour s'assurer du respect de la loi et la faire appliquer sur les grands territoires maritimes du pays. Le plus grand obstacle à la lutte contre le trafic de stupéfiants est toutefois la corruption qui sévit aussi bien aux échelons inférieurs que supérieurs de la police.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

L'économie du pays est l'une des plus solides de la région, mais la liberté économique reste limitée. Le secteur public, qui représente environ 40 % de l'emploi, est assez peu efficace et il n'existe pas de marché officiel du travail parfaitement établi. Il y a donc un risque d'exploitation des travailleurs étrangers. Les Seychelles sont un pays d'accueil pour les sociétés offshore et un paradis fiscal bien connu. C'est donc un lieu idéal pour immatriculer des sociétés-écrans et faire transiter des richesses illicites. De nombreux comptes offshore alimentés par des gains illicites seraient domiciliés dans le pays. En 2020, les Seychelles ont été inscrites sur la liste des juridictions non coopératives de l'UE, car il est à craindre que l'environnement politique du pays soit propice à la fraude et à l'escroquerie fiscales, à l'évasion fiscale, au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme. De plus, le pays coopère très peu en ce qui concerne la propriété effective et d'autres aspects clés de la transparence financière. Les sociétés-écrans seychelloises ont été associées à de multiples enquêtes sur la corruption internationale et le crime organisé. Des réformes juridiques et institutionnelles ont été apportées au dispositif national de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Bien qu'elles aient augmenté la capacité de LBC/FT des Seychelles, le dispositif de lutte contre les flux d'argent sale continue de souffrir de failles notables, et les autorités dépendent de l'expertise étrangère pour mettre en œuvre le cadre de LBC/FT.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le gouvernement consacre des ressources importantes à la réadaptation et à des solutions et initiatives politiques axées sur la santé afin de freiner la hausse de la consommation d'héroïne. Les effets positifs de ces mesures ont été démontrés. En revanche, les victimes de la traite des personnes ne bénéficient pas d'un soutien aussi important, et des lacunes majeures persistent dans les programmes de protection des victimes et des témoins de ces crimes. Un certain nombre de mesures sont en place pour prévenir le crime organisé aux Seychelles, mais les efforts de prévention font défaut dans des domaines tels que la traite des personnes. La société civile est solide et l'État défend dans une large mesure le droit des citoyens à s'organiser ainsi que la liberté de réunion. Les organisations issues de la société civile et les ONG ont réussi à demander des comptes au gouvernement et sont souvent intervenues dans des affaires dans le cadre desquelles le gouvernement a manqué de ressources ou n'a pas apporté de réponse efficace. Le journalisme critique et les médias libres sont généralement respectés, mais le pluralisme des médias est limité, l'autocensure est courante et, par conséquent, la couverture médiatique a tendance à éviter les sujets controversés comme la corruption.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.